

## Sortie du Royaume-Uni de l'UE ou Brexit

# L'onde de choc atteindra le Gabon

Par J M S

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), vendredi 24 juin dernier, après un vote référendaire « franc », comme l'a qualifié le président français François Hollande, n'est pas un événement sans conséquences pour l'économie gabonaise. Certes, la Grande-Bretagne et le Gabon, au sens strict des chiffres, n'ont pas un volume d'affaires important. Les derniers chiffres publiés par la Direction générale des statistiques datent de février 2011. Ils concernent les années 2008, 2009 et 2010. Ils indiquent que Londres, en 2010 par exemple, avait importé de Libreville des biens et services pour 39 milliards de FCFA. Dans le même temps, elle a réussi à vendre au Gabon

l'équivalent de 56 milliards de FCFA de biens également, soit une balance commerciale de 17 milliards de FCFA en faveur du Royaume-Uni. En 2009, le volume était nettement plus important. Le Royaume-Uni avait acheté au Gabon l'équivalent de 53 milliards de biens et services et avait vendu au Gabon près de 34 milliards de FCFA de biens également. Sur les mêmes périodes, les Etats-Unis, premier client du Gabon, achetaient en moyenne au Gabon l'équivalent de 2 500 milliards de biens et services. La France, le quatrième client, pour 160 milliards de FCFA.

Ce volume « modeste » des affaires entre les deux pays peut laisser croire que le séisme du Brexit n'aura pas d'impact au Gabon. Il n'en est rien. Il faut plutôt s'attendre à des lendemains qui déchantent, et qui risquent de compliquer un

peu plus la situation du Gabon.

Le Brexit, comme il fallait s'y attendre, s'est traduit par une crise boursière. Les principaux marchés européens ont vu leurs indices chuter de près de 10 %. L'indice CAC 40 à Paris a chuté, au plus fort de la crise, vendredi dernier, de 10 %, avant de clore la journée à -8 %. Cette crise a conduit les banques centrales à se dire prêtes à injecter d'énormes capitaux sur le marché pour assurer sa liquidité. La Banque d'Angleterre affirmant avoir mis de côté l'équivalent de 250 milliards d'euros, soit près 180 000 milliards de FCFA, pour la circonstance. Cette injection de liquidité sur les marchés par les banques centrales a malheureusement des limites. Tôt ou tard, lesdites banques devront recourir à l'arme des taux d'intérêts pour soutenir la parité de leurs monnaies et éviter la fuite des

capitaux de leurs territoires respectifs. Ce relèvement prévisible des taux directeurs des banques centrales va impacter les taux auxquels certains pays, comme le Gabon, devront rembourser leurs emprunts. Le professeur Gabriel Zomo Yebé, lors de sa conférence du 10 juin dernier, avait clairement annoncé un tel risque, lié au profil de la dette du Gabon. Elle est prédominante «... vis-à-vis des marchés financiers et de la dette bilatérale non Club de Paris. Cela veut dire qu'elle est exposée aux risques liés à l'évolution du taux de change et celui des taux d'intérêts... » Nous y sommes.

A côté de la flambée à venir des taux, la chute des marchés financiers va rendre plus sélectif le choix des investisseurs pour entrer dans certains tours de table. Le Gabon était allé à la City de Londres, en novembre 2012, solliciter l'apport des investisseurs britanniques pour développer des projets liés au Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Il est vrai que cette initiative a fait flop. Mais le contexte actuel rend illusoire d'espérer un quelconque afflux desdits investisseurs au Gabon. Il faut même craindre que cette réaction de repli ne contamine d'autres investisseurs hors

Royaume-Uni. Ces derniers auront d'abord à cœur de limiter au minimum les effets négatifs du Brexit sur leurs portefeuilles respectifs, avant de s'engager dans de nouveaux projets. Le Gabon, qui avait « la ferme volonté » d'attirer ces hommes d'affaires britanniques «... dans des domaines aussi variés que les mines, le bois, la pétrochimie et le tourisme... », ainsi qu'on peut le lire dans un document de l'Agence de la promotion des investissements et des exportations (Apiex), doit réviser ses plans.

Le Brexit aura aussi un effet direct sur la constitution du Fonds européen de développement (Fed). Le 11e Fed, qui est actuellement en exécution et qui couvre la période 2014-2020, a été chiffré à 30,5 milliards d'euros, soit 20 150 milliards de FCFA. Le Royaume-Uni s'était engagé à alimenter ce fonds à hauteur de 14,7 %. Dès à présent, l'Union européenne doit trouver une solution pour pallier l'absence du Royaume-Uni dans le 11e Fed. Il n'est pas certains que les 27 Etats restant dans l'UE optent pour une augmentation de leurs contributions. Ces pays sont dans une situation budgétaire assez difficile. L'heure est plutôt aux économies. Dans un tel

contexte, il est à craindre que l'équilibre budgétaire du 11e Fed ne se fasse au prix de l'abandon de plusieurs projets. Le Gabon, qui avait consacré 85 % de l'enveloppe de ce 11e Fed --11 millions d'euros -- au développement de l'enseignement technique pour lutter contre le chômage des jeunes estimé à 30 %, risque fort de déchanter.

Le Brexit pourrait devenir un vrai cauchemar pour l'économie gabonaise. A moins que les autorités se décident enfin à prendre les mesures de redressement édictées sans succès, par tous les partenaires du Gabon. Mais c'est une tâche qui est loin d'être à la hauteur d'Ali Bongo Ondimba, le candidat non partant, pris dans une frénésie « d'inaugurations » tous azimuts d'éclairage public, des cages d'escalier, de la dernière cafetière acquise par la pharmacie « Le Forestier » de Mbolo..., dans l'espoir irréaliste de faire oublier qu'« Ali Bongo est un accident de l'histoire du Gabon, qui ne saurait et ne doit plus se répéter », pour paraphraser Casimir Oye Mba au sortir de la Commission nationale électorale indépendante (Cenap) vendredi dernier.